

"L'Europe peut se défendre, mais le veut-elle?" dans La Gazette de Lausanne (2 septembre 1950)

Légende: Le 2 septembre 1950, commentant les efforts entrepris par les puissances occidentales en vue de leur réarmement, La Gazette de Lausanne s'interroge sur la réalité de la menace soviétique et évoque l'état d'esprit des Européens face au risque d'un nouveau conflit.

Source: La Gazette de Lausanne. et Journal suisse. 02-03.09.1950, n° 208; 153e année. Lausanne. "L'Europe peut se défendre, mais le veut-elle?", auteur: Rigassi, Georges, p. 1.

Copyright: (c) La Lettre Hebdomadaire du Journal de Genève et Gazette de Lausanne

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"l_europe_peut_se_defendre_mais_le_veut_elle_"_dans_la_gazette_de_lausanne_2_septembre_1950-fr-7867118e-da54-40d4-a7fa-039c0220e185.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

Le problème du réarmement

L'Europe peut se défendre mais le veut-elle ?

Le signal d'alarme de Corée a éveillé les échos qu'on avait fait prévoir. Les nations de l'Occident, soudainement conscientes du péril, sont entrées dans la phase préparatoire de leur réarmement. A Londres, le Consul des suppléants en examine surtout l'aspect financier, dont on devine la complexité, et l'on pense qu'il n'a pu éluder le difficile problème du réarmement de l'Allemagne ; mais son rôle se borne à soumettre des préavis à la conférence des ministres des Trois Grands qui doit se réunir dans une quinzaine à New-York et qui sera suivie, aussitôt après, d'une réunion des douze ministres des affaires étrangères des pays signataires du Pacte atlantique. Ce n'est donc guère avant trois semaines qu'on pourra connaître les décisions qui seront prises par les puissances de l'Atlantique pour l'organisation défensive de l'Europe.

En attendant, on discute fort et ferme, dans la presse, sur les modalités de ce réarmement, avec le visible désir de préciser les données du problème et de réagir contre un courant de pessimisme qui s'est manifesté à ce sujet dans une fraction de l'opinion européenne. Pas mal de gens, en effet, doutent de la valeur pratique d'un effort de réarmement pour contenir la menace soviétique, une propagande fort habile ayant réussi à grossir démesurément la puissance de l'adversaire éventuel.

*

L'Europe est-elle vraiment, en face du « colosse » soviétique, aussi faible que certains le prétendent ? Quelle est la réalité des forces qu'elle peut constituer pour conjurer le péril qui menace l'Occident ? Trois études récentes, dues à des spécialistes qualifiés s'efforcent de répondre à ces questions.

La première, qui a paru dans l'hebdomadaire *Look*, a pour auteur un expert américain des questions russes, M. Ellsworth Raymond, qui fait état d'une documentation basée, nous assure-t-on, sur des renseignements sûrs, contrôlés et recoupés par une enquête analogue, à laquelle M. Raymond Cartier s'est livré dans *Paris-Match*. On se contentera d'en citer l'essentiel.

Les auteurs ne contestent nullement les progrès industriels rapides qui furent accomplis par l'URSS et qui se traduisent surtout dans l'augmentation de la production de la houille, de la force électrique et de la fabrication des machines-outils. Cependant, compte tenu de ces progrès incontestables, le potentiel économique russe ne représente encore que le cinquième de la puissance économique américaine. Il est vrai que le potentiel de guerre est impressionnant. L'URSS est actuellement un gigantesque arsenal, c'est certainement la nation qui forge les armes les plus nombreuses et souvent les meilleures ; celle, également, qui a, et de loin, la supériorité numérique des effectifs. Mais ce potentiel de guerre souffre de diverses lacunes : la pénurie d'essence, l'insuffisance des transports dans un territoire immense et l'énorme avance que, pour quelques années encore, probablement, les Etats-Unis conservent pour la guerre atomique. Sans doute, dans le domaine des forces terrestres, la supériorité de l'URSS est présentement écrasante ; mais l'Europe, avec les ressources dont elle dispose virtuellement, pourrait aisément équilibrer la force de l'URSS.

Telle est aussi la conclusion qui se dégage d'un exposé technique, fortement charpenté, qui a été publié, sous la forme de trois articles, par le Figaro et qui, je dois le dire, m'a paru tout à fait convaincant. A la lumière des chiffres et des faits irréfutables qui y sont invoqués, une réalité reconfortante apparaît : ce n'est que par manque d'information que l'Europe se croit faible. Ni la puissance démographique ni la puissance de production ne sont en faveur de l'URSS. Tant au point de vue de la population qu'à celui du développement économique, l'Europe occidentale représente un potentiel très nettement supérieur à celui de l'URSS ; les statistiques, que l'on peut vérifier dans les publications scientifiques, le prouvent.

L'Europe, affirment avec force les auteurs de cet exposé, est de taille à se défendre contre l'URSS. La menace que celle-ci fait peser sur notre continent n'est redoutable que parce que l'Europe occidentale est désarmée. « Il est aisé, ajoutent-ils, d'y parer rapidement si nous le voulons. Il est également possible de garantir l'Europe contre toute agression soviétique par un effort militaire très largement à la mesure de nos moyens, donc sans renoncer vraiment à notre train de vie actuel ».

*

Mais les Européens veulent-ils vraiment se défendre ? La question ne peut être esquivée. Car les données matérielles ne sont pas tout. Le problème du réarmement de l'Europe — nous l'avons déjà dit — comporte des éléments d'ordre moral et psychologique qui importent grandement.

Et c'est un domaine dans lequel un Suisse ne peut s'engager qu'avec discrétion. Ce n'est pas au citoyen d'un pays épargné par la guerre qu'il appartient de porter un jugement sur la lassitude, le découragement, auxquels sont encore en proie des peuples qui ont connu les pires épreuves : il doit se borner à citer l'opinion de ceux qui ont qualité pour le faire. En France, les journaux — ceux, du moins, trop rares, qui traitent sérieusement des problèmes de notre temps — ont, à plus d'une reprise, signalé l'« esprit de démission » — c'est le terme même dont se sert Fr. Mauriac dans un récent article — qui s'est manifesté jusqu'aux événements de Corée et ont insisté sur la nécessité qu'il y aurait de mieux éclairer l'esprit public.

Cet état d'esprit, du reste, s'explique pour des raisons d'ordre psychologique chez les peuples qui, comme la France et la Belgique, ont été au sommet du sacrifice pendant la guerre précédente, qui ont été à nouveau envahis en 1940 et qui ont pu alors se sentir libérés par procuration. Comment s'étonner que la confiance dans leur force en soit restée amoindrie ? Et que la perspective de porter le fardeau principal d'une nouvelle guerre n'ait pour eux rien d'attrayant ?

Les risques ne sont pas pareils pour les Etats-Unis (même pour la Grande-Bretagne) et pour les pays continentaux d'Europe. On comprend ce journaliste français qui écrivait l'autre jour : « L'individu est prêt à mourir « pour la patrie ». Il répugne à mourir sur le cadavre de sa patrie ».

A tort ou à raison les continentaux ont l'impression que leurs alliés d'outre-mer, y compris l'Angleterre, sont enclins à fournir surtout des armes et du matériel sans engager des hommes dans la phase initiale d'une guerre nouvelle, quitte à monter au loin une immense entreprise de libération, qui, comme l'a dit M. Jules Moch, « ne libérerait que des ruines et les cimetières de notre civilisation ».

*

Pour que les Européens puissent entreprendre sans arrière-pensée l'effort à la fois moral et matériel de leur réarmement, il faut que les Américains — et les Anglais — comprennent qu'ils doivent dès maintenant prouver par des actes que les pays continentaux n'auront pas, éventuellement, à subir seuls le premier choc, comme ce fut le cas lors des deux guerres mondiales, et qu'ils prennent les mesures les plus sérieuses pour les soutenir immédiatement. Il ne fait pas de doute qu'assurés de cette participation effective, l'immense majorité des continentaux auront le sentiment de se battre pour une cause juste en défendant leur territoire national contre une agression non provoquée.

L'Europe peut se défendre. Elle le voudra si ses alliés anglo-saxons lui fournissent la preuve de leur totale solidarité dans la communauté de destin qui lie tous les Occidentaux. Cela dit, l'Europe ne peut plus se permettre de prendre du temps. Il faut quitter le plan de la théorie et des débats de comités pour passer à l'action. Devant les périls qui grandissent, toutes les nations qui veulent vivre et qui refusent le système de la tyrannie policière, doivent consentir aux sacrifices qu'exige la défense de la patrie.

Et c'est vrai également — cela va sans dire — pour la Suisse, qui aurait grand tort de tarder davantage à combler les lacunes de son armement.

Georges Rigassi.